

<https://enseignants.se-unesa.org/Annonces-Attal-sur-la-violence-sursaut-d-autorite-ou-choc-autoritaire-anti>



Annonces Attal sur la violence : sursaut d'autorité ou « choc autoritaire » anti-jeunes ?

- Presse - Communiqués de presse -

Date de mise en ligne : vendredi 19 avril 2024

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Le discours du Premier ministre sur le traitement de la violence des mineurs renvoie une image insupportable de la jeunesse française. Pour la énième fois, des recettes éculées ayant fait preuve de leur inefficacité et des mesures populistes sortent des tiroirs emplis de naphtaline.

La politique du bâton serait-elle l'unique ressort gouvernemental pour faire face à un sujet aussi complexe que sérieux ? Lorsque nos jeunes s'expriment par la violence, nos premières questions doivent porter sur les causes. Exercice visiblement impossible pour une majorité présidentielle qui ne s'y est jamais intéressée depuis qu'elle nous gouverne.

La sanction, centrale parmi les mesures exprimées par Gabriel Attal, est vide de sens et d'utilité lorsqu'elle n'est pas conçue comme la fin d'un processus alliant prévention et accompagnement.

Si l'on s'en tient à l'Éducation nationale, la politique menée ces dernières années a vidé les écoles et les établissements des personnels qualifiés pour agir face à la violence, aux atteintes à la laïcité et au harcèlement.

Une commission éducative en primaire, dénuée de sens et d'intérêt, relève par ailleurs d'une mission impossible si l'on veut bien, un tant soit peu, regarder la réalité des personnels qui y exercent. Quant à l'orientation du parcours scolaire, elle doit surtout être accompagnée et non pénalisée pour que chaque jeune trouve son but, son avenir professionnel et s'y épanouisse.

Pour le SE-Unsa, les propos du chef du gouvernement sont dangereux car ils renvoient l'image d'une jeunesse divisée entre les bons et les méchants. C'est tout le contraire d'une politique responsable et investissant sur l'avenir, si tant est que le mot « éducation » ait encore quelque raison d'être dans notre pays !

Paris, le 18 avril 2024

Élisabeth Allain-Moreno
Secrétaire générale du SE-Unsa

Attachée de presse
Venantia Petillault
06 26 53 17 84